

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 15 | 0 | 1 |

OBJET DE LA DECISION

N° 24/347

**CONTRAT DE VILLE -
PROGRAMMATION 2024 -
VILLE DE TOULON -
ATTRIBUTION DE
SUBVENTIONS D'UN
MONTANT DE 243 000 € -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/347

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : CONTRAT DE VILLE - PROGRAMMATION 2024 - VILLE
DE TOULON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'UN
MONTANT DE 243 000 € - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

VU la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville,

VU le décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau

VU le Contrat de Ville Métropolitain 2024/2030 en cours d'élaboration,

VU l'appel à projets commun lancé le 08 janvier 2024,

VU les projets de conventions ci-annexés,

CONSIDERANT que Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, est porteur de l'élaboration du Contrat de Ville 2024/2030,

CONSIDERANT que la programmation 2024 du Contrat de Ville prévoit de s'engager sur les 15 quartiers de la Métropole inscrits dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la programmation du Contrat de Ville prévoit une enveloppe globale de 600 000 euros pour 2024 pour les actions déployées sur les 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers) inscrites dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sollicitée à hauteur de 260 000 euros pour des actions participant au développement social et urbain du territoire prioritaire de la Politique de la Ville de Toulon,

CONSIDERANT qu'il a été convenu d'octroyer 243 000 € pour les actions déployées sur la commune de Toulon en première programmation,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'attribution des subventions aux associations suivantes pour un montant total de 243 000 euros :

| Nom de l'association | Intitulé de l'action | Subvention Métropole |
|--|---|-------------------------|
| ALADIN | ACI Environnement | 13 000€ |
| ARIANE MEDITERRANEE | Impuls'Ariane | 20 000€ |
| ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIV) | Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions | 5 000 € |

| | | |
|--|--|-----------------|
| ASSOCIATION DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE (APS) | Toulon, parcours d'accompagnement à la mobilité et au retour à l'emploi par le biais de chantiers d'insertion | 4 000 € |
| ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE) | Permanence d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales- Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence | 10 000 € |
| ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF) | Protection des victimes violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique | 5 000 € |
| AXIS | Relais enfants-parents | 4 000 € |
| BRIGADES NATURE VAR | Ateliers et Chantiers d'insertion Restauration Patrimoine Bâti et Entretien d'Espaces Naturels | 7 000 € |
| CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR (CIDFF) | Service d'Accompagnement Individualisé Emploi femmes (SAIE) | 4 500 € |
| CODES 83 | Santé Toulon ! Éducation pour la santé multithématique | 2 000 € |
| COMITE DU VAR DE COURSE D'ORIENTATION | Qu'il est beau mon quartier | 3 000 € |
| COMPAGNONS BATISSEURS PROVENCE | Bricobus, l'atelier habitat mobile et solidaire | 8 000€ |
| COOPERATIVE D'INITIATIVE JEUNES SUD | Coopérative Ephémère | 2 000 € |
| CULTURE DU CŒUR 83 | Projets Actions Invitations-Pratique artistique- Permanences Culture | 2 000 € |
| CULTURES & COMMUNICATION | Itinéraires, mémoires, culture : Vivre ensemble dans le centre ancien | 3 000 € |
| FACE VAR | Face à l'emploi - Egalité des chances des jeunes diplômés | 3 000 € |
| | Face à l'emploi - Job contact | 5 000 € |
| | Passerelle école entreprises | 5 000 € |
| FEMMES D'AUJOURD'HUI | Accompagnement Social et Lieux d'Accueil d'Ecoute et d'Orientation femmes victimes de violences | 6 000 € |
| | Travailleur social au commissariat | 7 000 € |
| | Ateliers d'apprentissage linguistique à visée professionnelle centre-ville | 6 000 € |
| LE ROCHER OASIS DES CITÉS | Accompagnement des jeunes de 16 et plus - Sainte Musse | 5 000 € |
| | Activités familles et jeunes-Sainte-Musse | 3 000€ |
| LES AMIS DE JERICHO | Bus de nuit | 5 000€ |

| | | |
|--|---|------------------|
| LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FOL DU VAR | Caravane citoyenne | 2 000€ |
| LIGUE VAROISE DE PREVENTION (LVP) | Médiateur social de lieux de partage et de vie- Jardins partagés-Toulon ouest | 2 000 € |
| MUNITIQUE FORMATION ET MULTIMEDIA | Lieu d'initiative en direction des jeunes | 2 000 € |
| | Atelier Bureautique et Multimédia | 6 000 € |
| POSITIVE PLANET | Accompagnement à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires de la Métropole | 5 000 € |
| PLANNING FAMILIAL VAROIS | Accueil, écoute et orientation du public LGBT+ Interventions extérieures et animation du réseau | 4 000€ |
| RESINE | FACIL'I.T : Chantiers d'insertion numérique RESINE MEDIA | 9 000 € |
| THEÂTRE MANDIN | Représentation de théâtre forum sur les discriminations de tous bords | 3 000 € |
| UNION DIACONALE DU VAR AMITIE CITE | Extra Muros | 1 500€ |
| UFOLEP 83 | Sports urbains en horaires décalés | 4 000 € |
| | Socio sport Toulon | 4 000€ |
| UNIS CITÉ | Les jeunes s'engagent avec Unis-Cité | 7 000 € |
| LES CENTRES SOCIAUX DE TOULON | Fond de participation des Habitants | 3 000 € |
| | CST Centre Loisirs actifs et citoyens 12-20 ans | 4 000€ |
| | CST Centre Action jeune citoyen | 2 000€ |
| | CST Centre En chemin | 2 000€ |
| | CST Centre LAJ 12-20 ans Saint Jean/ La Rode | 4 000€ |
| | CST Est Participation engagement citoyenneté 12-20 – Toulon Est et Sainte Musse | 4 000€ |
| LES CENTRES SOCIAUX DE TOULON (suite) | CST Est Action jeune citoyen EST | 3 000€ |
| | CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST | 4 000€ |
| | CST Ouest AJC Ouest-La citoyenneté intra et extra muros | 2 000€ |
| | CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 ouest | 4 000€ |
| MISSION LOCALE DES JEUNES TOULONNAIS (MLJT) | Antennes des quartiers ciblés | 12 000 € |
| | Médiation emploi santé | 5 000 € |
| | Recrutement des publics QPV sur les dispositifs | 7 000 € |
| TOTAL GENERAL (1 + 2) | | 243 000 € |

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les 2 associations Centres sociaux de Toulon et la Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT) les conventions ci-annexées, les subventions attribuées dépassant le seuil de 23 000 €.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 1 et l'article 2, de fournir, un bilan qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2024, signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°52157 article 65748, Budget Principal 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

| | |
|------------|----|
| POUR | 15 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |

| |
|--|
| CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA MISSION LOCALE DES JEUNES TOULONNAIS (MLJT) |
|--|

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- La Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT), régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 19 rue Saint Cyprien, 83000 TOULON représentée par **Madame LEVY Geneviève** dûment habilitée

Ci-Après désigné « La MLJT »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La MLJT fait partie du service public de l'emploi. Elle s'appuie sur des dispositifs mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales. Elle traite l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Ses missions : Accompagner dans l'emploi : suivi du jeune dans la phase d'intégration sur son poste de travail, bilans réguliers dans l'entreprise, médiation - Préparer les jeunes candidats à une offre d'emploi, aide au maintien dans l'emploi (soutien matériel, médiation jeune-employeur) et accompagnement post emploi. - Aider au recrutement grâce à l'analyse des besoins de l'entreprise, la proposition de candidats et la construction d'une réponse individualisée (type de contrat, aides mobilisables, formation...). - Soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de La MLJT intervenant sur la commune de Toulon.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La MLJT s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2024 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de la MLJT soutenues par la Métropole :

- Antenne des quartiers ciblés PDV

Éviter les périodes d'errance entre la fin de la scolarité et la prise en charge par la mission locale. Permettre un accompagnement plus intense pour les jeunes grâce à un accès sans rendez vous . Favoriser l'accès à l'emploi et la formation malgré les freins rencontrés en renforçant les liens avec les acteurs du quartier .Améliorer l'accès à l'emploi et la formation

- Recrutement des publics QPV sur les dispositifs

L'objectif est d'identifier des jeunes en situation de recherche d'emploi sur les quartiers de la politique de la ville afin de les préparer pour des emplois en lien avec les clauses d'insertion ou en entreprise insertion Auprès des donneurs d'ordres de généraliser les clauses dans les marchés publics et privés d'informer les entreprises de les accompagner dans le recrutement puis de faire le suivi dans l'emploi.

- Médiation Emploi Santé

Promouvoir des compétences de la personne "lever les freins et mobilisations vers l'emploi" Favoriser, améliorer la prise en charge des jeunes en souffrance psychique, lever les freins et ainsi leur permettre d'accéder à une insertion professionnelle. Promouvoir les compétences relationnelles et les savoir-être. Dépasser les craintes qui entravent les relations indispensables à l'accès et au maintien dans l'emploi. Rompre avec la spirale d'échec vécue par les jeunes en lien avec le manque de confiance en soi

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Nouvel Horizon à hauteur de **24 000 euros (vingt-quatre mille euros)** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2024.

| | |
|---|----------|
| Antenne des quartiers ciblés PDV | 12 000 € |
| Recrutement des publics QPV sur les dispositifs | 7 000 € |
| Médiation Emploi Santé | 5 000 € |

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 24 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80% soit 19 200 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 4 800 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet

ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Mission Locale
des Jeunes toulonnais

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Geneviève LEVY

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

| | |
|---|----------|
| Antenne des quartiers ciblés PDV | 12 000 € |
| Recrutement des publics QPV sur les dispositifs | 7 000 € |
| Médiation Emploi Santé | 5 000 € |

a) Objectif(s) :

- **Antenne des quartiers ciblés PDV**

Éviter les périodes d'errance entre la fin de la scolarité et la prise en charge par la mission locale. Permettre un accompagnement plus intense pour les jeunes grâce à un accès sans rendez vous . Favoriser l'accès à l'emploi et la formation malgré les freins rencontrés en renforçant les liens avec les acteurs du quartier .Améliorer l'accès à l'emploi et la formation

- **Recrutement des publics QPV sur les dispositifs**

L'objectif est d'identifier des jeunes en situation de recherche d'emploi sur les quartiers de la politique de la ville afin de les préparer pour des emplois en lien avec les clauses d'insertion ou en entreprise insertion .Après des donneurs d'ordres de généraliser les clauses dans les marchés publics et privés d'informer les entreprises de les accompagner dans le recrutement puis de faire le suivi dans l'emploi.

- **Médiation Emploi Santé**

Promouvoir des compétences de la personne "lever les freins et mobilisations vers l'emploi" Favoriser, améliorer la prise en charge des jeunes en souffrance psychique, lever les freins et ainsi leur permettre d'accéder à une insertion professionnelle. Promouvoir les compétences relationnelles et les savoir-être. Dépasser les craintes qui entravent les relations indispensables à l'accès et au maintien dans l'emploi. Rompre avec la spirale d'échec vécue par les jeunes en lien avec le manque de confiance en soi

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :

- o Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
- o Nombre de bénéficiaires issus de QPV

- Indicateurs qualitatifs :

- o Impacts sur les bénéficiaires
- o Réalisations pour l'année échue
- o Lien des actions avec les besoins du territoire

| |
|---|
| CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LES CENTRES SOCIAUX DE TOULON |
|---|

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- Les Centres Sociaux de Toulon, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 119 chemin du Temple 83200 TOULON représentée par **Madame Geneviève LEVY dûment** habilitée à cet effet

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association "Les Centres Sociaux de Toulon" favorise le développement des actions sociales, socio-éducatives et médico-sociales. Ils s'adressent aux jeunes comme aux adultes, voire aux seniors et accompagnent aussi les actions menées par les associations locales, sur le terrain. Les Centres Sociaux de Toulon sont sous statut associatif, loi 1901 à but non lucratif. L'association est agréée par la Caisse d'Allocations Familiales du Var.

Les Centres Sociaux de Toulon comptent trois structures (le Centre Social Toulon Ouest, le Centre Social Toulon Centre et le Centre Social Toulon Est). Chacune d'entre elles est animée par un Conseil de Maison composé de 15 membres qui assure le lien entre la vie du quartier et la direction du Centre Social. Animés par une équipe de professionnels et de bénévoles, les centres sociaux développent un projet d'animation globale.

L'objectif général est de :

- Rompre l'isolement des habitants,
- Prévenir et réduire les exclusions,
- Renforcer les solidarités entre les personnes en les intégrant dans des projets collectifs, leur permettant d'être acteurs et d'assumer un rôle social au sein d'un collectif sur le territoire.
- Contribuer également à privilégier l'exercice de la citoyenneté,
- Développer le lien social et à la dynamisation de la vie de quartier à l'intérieur duquel les Centres Sociaux jouent un rôle essentiel d'accueil, de services et d'animation en faveur de l'enfance, de la jeunesse, des adultes et des familles.

Dans le cadre général de l'animation de la vie sociale, les centres sociaux ont des missions complémentaires :

- Accueillir et écouter des usagers-habitants, des familles et des groupes ou des associations.
- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés.
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire.
- Développer la participation et la prise de responsabilité par les usagers et les bénévoles.
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'intervention prioritaires.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétences pour les dispositifs de développement local, d'insertion économique et sociale, les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ainsi que les programmes d'actions définis dans le contrat de ville, la Métropole TPM d'une part, favorise le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs quartiers et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux territoires de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à l'amélioration du climat social ou favorisant le développement social.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association intervenant sur la commune de Toulon.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association "Les Centres Sociaux de Toulon" s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2024 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'association "Les Centres Sociaux de Toulon" soutenues par la Métropole :

| | |
|--|---|
| Fond de participation des Habitants | Favoriser la participation des habitants à travers la mise en œuvre de projets portés par les habitants au sein du quartier |
| CST Centre Loisirs actifs et citoyens 12-20 ans | Favoriser la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté, impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités |
| CST Centre Action jeune citoyen | Sensibiliser les jeunes de 12 à 25 ans sur différentes thématiques (délinquance, justice, addiction, engagement, solidarité) en réalisant des partenariats (rencontre avec les forces de l'ordre, procès pénal interactif, prévention des risques, prévention sécurité routière, forum emploi) |

| | |
|---|---|
| | Favoriser l'accompagnement et l'orientation des jeunes dans leurs démarches de projets individuels ou collectifs en mettant à dispositions les ressources nécessaires. |
| CST Centre En chemin | Sensibiliser les jeunes sur le milieu marin et les métiers de la mer Favoriser l'apprentissage de nouvelles pratiques et élargir la perception du monde qui les entoure Rompre avec leur environnement coutumier Ouvrir le champ des possibles Vivre ensemble et dépassement de soi 14 jeunes mixte issus du QPV du centre-ville |
| CST Centre LAJ 12-20 ans Saint Jean/ La Rode | Favoriser sur les quartiers de St Jean du Var et de la Rode, la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté, impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités. |
| CST Est Participation engagement citoyenneté 12-20 – Toulon Est et Sainte Musse | Favoriser l'accès des jeunes aux activités sportives, créer du lien avec les jeunes Favoriser l'épanouissement et la socialisation du public jeune qui ne fréquente pas les structures traditionnelles et favoriser la mixité filles/garçons |
| CST Est Action jeune citoyen EST | Sensibiliser les jeunes de 12 à 25 ans sur différentes thématiques (délinquance, justice, addiction, engagement, solidarité) en réalisant des partenariats (rencontre avec les forces de l'ordre, procès pénal interactif, prévention des risques, prévention sécurité routière, forum emploi) Favoriser l'accompagnement et l'orientation des jeunes dans leurs démarches de projets individuels ou collectifs en mettant à dispositions les ressources nécessaires. |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST | Contribuer au désenclavement du quartier, lutter contre l'isolement des personnes, promouvoir l'inter culturalité et l'intergénérationnel au travers d'activités manuelles, favoriser à terme l'émergence de projets d'animations de quartier proposés par les habitants, mener une politique de prévention santé, favoriser l'accès à la culture, amener le public de La Beaucaire à bénéficier de l'ensemble des services proposés par le centre social, travailler en complémentarité avec les associations intervenant sur le territoire, proposer des activités éducatives socialisantes en direction des plus jeunes et des adolescents |
| CST Ouest AJC Ouest-La citoyenneté intra et extra muros | Valoriser l'engagement citoyen du jeune dans son quartier Développer vers l'autonomie Sensibiliser à l'ouverture aux autres grâce à la citoyenneté Lutter contre l'oisiveté des jeunes Journée rapprochement police/population |

| | |
|---|--|
| <p>CST Ouest Loisirs actifs jeunes12/24 ouest</p> | <p>Favoriser la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté et impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités</p> |
|---|--|

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association "Les Centres Sociaux de Toulon" à hauteur de **32 000 euros (trente-deux mille euros)** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

| Intitulé de l'action | Subvention Métropole 2024 |
|---|----------------------------------|
| Fond de participation des Habitants | 3 000 € |
| CST Centre Loisirs actifs et citoyens 12-20 ans | 4 000€ |
| CST Centre Action jeune citoyen | 2 000€ |
| CST Centre En chemin | 2 000€ |
| CST Centre LAJ 12-20 ans Saint Jean/ La Rode | 4 000€ |
| CST Est Participation engagement citoyenneté 12-20 – Toulon Est et Sainte Musse | 4 000€ |
| CST Est Action jeune citoyen EST | 3 000€ |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST | 4 000€ |
| CST Ouest AJC Ouest-La citoyenneté intra et extra muros | 2 000€ |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 ouest | 4 000€ |

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2024.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 32 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80% soit 25 600 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 6 400 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire

Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'Association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association

“Les Centres Sociaux de Toulon”

La Présidente,

Geneviève Levy

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

| Intitulé de l'action | Subvention Métropole 2024 |
|---|------------------------------|
| Fond de participation des Habitants | 3 000 € |
| CST Centre Loisirs actifs et citoyens 12-20 ans | 4 000€ |
| CST Centre Action jeune citoyen | 2 000€ |
| CST Centre En chemin | 2 000€ |
| CST Centre LAJ 12-20 ans Saint Jean/ La Rode | 4 000€ |
| CST Est Participation engagement citoyenneté 12-20 – Toulon Est et Sainte Musse | 4 000€ |
| CST Est Action jeune citoyen EST | 3 000€ |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST | 4 000€ |
| CST Ouest AJC Ouest-La citoyenneté intra et extra muros | 2 000€ |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes12/24 ouest | 4 000€ |

a) Objectif(s) :

| Intitulé de l'action | Objectifs |
|--|---|
| Fond de participation des Habitants | Favoriser la participation des habitants à travers la mise en œuvre de projets portés par les habitants au sein du quartier |
| CST Centre Loisirs actifs et citoyens 12-20 ans | Favoriser la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser |

| | |
|---|--|
| | les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté, impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités |
| CST Centre Action jeune citoyen | Sensibiliser les jeunes de 12 à 25 ans sur différentes thématiques (délinquance, justice, addiction, engagement, solidarité) en réalisant des partenariats (rencontre avec les forces de l'ordre, procès pénal interactif, prévention des risques, prévention sécurité routière, forum emploi) Favoriser l'accompagnement et l'orientation des jeunes dans leurs démarches de projets individuels ou collectifs en mettant à dispositions les ressources nécessaires. |
| CST Centre En chemin | Sensibiliser les jeunes sur le milieu marin et les métiers de la mer Favoriser l'apprentissage de nouvelles pratiques et élargir la perception du monde qui les entoure Rompre avec leur environnement coutumier Ouvrir le champ des possibles Vivre ensemble et dépassement de soi 14 jeunes mixte issus du QPV du centre-ville |
| CST Centre LAJ 12-20 ans Saint Jean/ La Rode | Favoriser sur les quartiers de St Jean du Var et de la Rode, la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté, impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités. |
| CST Est Participation engagement citoyenneté 12-20 – Toulon Est et Sainte Musse | : Favoriser l'accès des jeunes aux activités sportives, créer du lien avec les jeunes, favoriser l'épanouissement et la socialisation du public jeune qui ne fréquente pas les structures traditionnelles et favoriser la mixité filles/garçons |
| CST Est Action jeune citoyen EST | Sensibiliser les jeunes de 12 à 25 ans sur différentes thématiques (délinquance, justice, addiction, engagement, solidarité) en réalisant des partenariats (rencontre avec les forces de l'ordre, procès pénal interactif, prévention des risques, prévention sécurité routière, forum emploi) Favoriser l'accompagnement et l'orientation des jeunes dans leurs démarches de projets individuels ou collectifs en mettant à dispositions les ressources nécessaires. |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST | Contribuer au désenclavement du quartier, lutter contre l'isolement des personnes, promouvoir l'inter culturalité et l'intergénérationnel au travers d'activités manuelles, |

| | |
|--|---|
| | favoriser à terme l'émergence de projets d'animations de quartier proposés par les habitants, mener une politique de prévention santé, favoriser l'accès à la culture, amener le public de La Beaucaire à bénéficier de l'ensemble des services proposés par le centre social, travailler en complémentarité avec les associations intervenant sur le territoire, proposer des activités éducatives socialisantes en direction des plus jeunes et des adolescents |
| CST Ouest AJC Ouest-La citoyenneté intra et extra muros | Valoriser l'engagement citoyen du jeune dans son quartier Développer vers l'autonomie Sensibiliser à l'ouverture aux autres grâce à la citoyenneté Lutter contre l'oisiveté des jeunes Journée rapprochement police/population |
| CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 ouest | Favoriser la participation, la prise d'initiative individuelle et collective, développer l'autonomie des jeunes, concrétiser la mixité sociale et culturelle, responsabiliser les jeunes au travers de leurs projets, les rendre acteurs de leur citoyenneté et impliquer les jeunes adultes dans l'encadrement des activités |

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

